



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture
Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

Arrêté de mise en demeure n° 2018-47406

**Installations concernant la Société STORENGY SA
à BEYNES (78650) chemin de Fleubert**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, livre V - Titre 1er installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L.171-8 ;

Vu les arrêtés réglementant les activités de la société STORENGY pour l'exploitation de ses installations sur le stockage souterrain de Beynes (78650) et notamment l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 septembre 2018, transmis à l'exploitant par courrier du 11 septembre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 4 juin 2018 ;

Vu les courriers en date des 24 et 28 septembre 2018 par lesquels l'exploitant indique qu'il n'a aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral et transmet l'échéancier détaillé de lever des non-conformités recensées dans les rapports de vérification des installations électriques ;

Considérant en conséquence qu'il convient de modifier le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que, lors de la visite en date du 4 juin 2018 du site susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à la levée de l'ensemble des non-conformités recensées dans les rapports de vérification des installations électriques ;

Considérant cette non-conformité notable relevée lors de la visite du site et les enjeux en terme de risque ;

Considérant la récurrence de ce constat au cours des dernières visites de l'inspection ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STORENGY SA de respecter l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

35 rue de Noailles - 78000 Versailles
Tél: 01 39 24 82 40

ARRÊTE

Article 1er : La société STORENGY SA dont le siège social est situé Immeuble Djinn – 12 rue Raoul Nordling – 92274 Bois Colombes Cedex est mise en demeure pour son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert, à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 en :

- procédant, **avant le 31 décembre 2018**, à la levée de l'ensemble des non-conformités recensées dans les rapports de vérification des installations électriques,

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société STORENGY SA et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune de Beynes,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **- 9 OCT. 2018**
Pour le Préfet des Yvelines
et par délégation Le Directeur,
Pour le Directeur, et par subdélégation,
L'Adjointe au Chef de l'unité départementale des Yvelines



Cécile CASTEL